

Point fort

«Le tollé en Romandie est émotionnel, mais pas justifié»

Langues La conseillère nationale Verena Herzog (UDC/TG) incarne la lutte contre le français à l'école primaire outre-Sarine. Elle décrit un combat «purement pédagogique»

Lise Bailat Berne

En 2013, lorsqu'elle a accédé au Conseil national, Verena Herzog (UDC/TG) a passé son été à suivre des cours intensifs de français à Avignon. Parce que c'est «important de comprendre au moins les propos de ses collègues». Pourtant, l'élue est aux avant-postes du combat contre la langue de Molière dans son canton, la Thurgovie, qui vient de la bannir du primaire, embrasant la guerre des langues en Suisse. Elle s'explique.

La Thurgovie n'enseignera bientôt plus le français à l'école primaire. Pourquoi donc?

Cette décision n'a pas été prise d'un jour à l'autre. Au fil des années, avec la surcharge croissante du système et du cursus scolaires, les élèves sont devenus moins bons en allemand et en mathématiques. Des professeurs et des directions d'école ont constaté que certains élèves ne pouvaient même plus parler correctement l'allemand à la fin de leur scolarité. Un autre problème s'est posé avec les branches manuelles, qui ont été fortement mises de côté au profit de l'enseignement du français. Nous pensons que les jeunes, notamment ceux qui sont moins intellectuels, doivent aussi avoir la chance de développer leurs capacités artisanales. Et puis, les Suisses allemands aiment bien les langues, mais ils doivent d'abord maîtriser leur propre langue.

En Suisse romande, cette décision est vue comme une attaque...

Ce n'est pas du tout notre but! Nous voulons au contraire intensifier l'enseignement du français, mais à l'école secondaire. Avec un grand avantage: dès le début, l'enseignement s'y fait par niveau et non plus dans une classe mixte. Nous souhaitons d'ailleurs que les élèves aient au moins le même niveau de français qu'aujourd'hui à la fin de leur scolarité obligatoire, quitte à introduire deux leçons supplémentaires par semaine. C'est pourquoi ce tollé en Romandie est sans doute dicté par l'émotion, mais il n'est pas justifié. A mes yeux, il est essentiel de renforcer les échanges linguistiques en Suisse. Ce n'est qu'ainsi que l'on apprend vraiment une langue.

Mais pourquoi ne pas bannir l'anglais plutôt que le français?

Les élèves n'ont aucun contact avec le français chez nous, tandis que l'anglais est omniprésent. Sans l'anglais, dans notre monde globalisé, on ne comprend personne. Au contraire, seule une minorité des Suisses allemands auront besoin du français dans leur vie professionnelle. En plus, les enfants sont aussi motivés à apprendre l'anglais, ils y trouvent du plaisir. Quand vous apprenez une première langue avec plaisir, vous êtes plus motivés à en maîtriser une deuxième.

Lorsque des Suisses se rencontrent, cela vous est égal qu'ils échangent en anglais?

C'est un fait aujourd'hui que, dans de nombreuses entreprises, on parle l'anglais. Ce n'est pas grave. Mais, bien sûr, je trouve que c'est une chance pour la Suisse d'avoir quatre langues nationales. Je souhaite que les élèves qui en ont les capacités apprennent le français ou l'italien, mais à l'école secondaire. Cela d'autant plus que l'allemand est déjà une première langue étrangère pour nous, notre langue maternelle étant le dialecte!

Des élus, dont votre collègue UDC Oskar Freysinger, pensent que la décision thurgovienne met en danger la cohésion nationale...



Pasionaria
La conseillère nationale Verena Herzog (UDC/TG) s'opposera à toute tentative fédérale d'intervenir dans le débat sur l'enseignement des langues.
MARIUS AFFOLTER

Le français en sursis dans nombre de cantons

● La Thurgovie est le premier canton à décider de supprimer l'enseignement du français à l'école primaire. Mais d'autres pourraient suivre rapidement. A Schaffhouse, le parlement a voté un postulat en ce sens. Des initiatives populaires ont abouti aux Grisons et à Nidwald, tandis que les signatures sont en cours de récolte à Lucerne, et qu'une initiative devrait être bientôt lancée à Saint-Gall. Avec une constante: il s'agit d'alléger le cursus scolaire en supprimant l'enseignement d'une langue étrangère au primaire, en l'occurrence le français.

Portées tantôt par des enseignants, tantôt par des partis de gauche comme

de droite, ces propositions se basent sur une idée pédagogique en vogue en Suisse allemande: la conviction qu'apprendre une langue avec plaisir est plus efficace que de l'apprendre le plus tôt possible. L'UDC est au front dans ce combat. Paradoxal, pour le parti qui dit défendre l'identité suisse? Pas du tout, répond Verena Herzog (UDC/TG). Elle estime qu'il s'agit au contraire d'encourager les séjours linguistiques dans le pays. Elle se dit en contact avec différentes personnes pour créer une fondation qui soutiendrait financièrement ces échanges. Les Cantons qui suppriment le français au primaire font du reste des économies

qui pourraient servir à cet effet, estime-t-elle. Reste que la suppression de l'enseignement d'une langue étrangère nationale au primaire met en danger le compromis adopté en 2004 par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Ceux-ci se retrouveront en octobre pour tenter de trouver une solution au conflit. Sans quoi la Confédération pourrait intervenir en 2015 à la faveur de l'article 62 de la Constitution: si les Cantons ne s'entendent pas, la Berne fédérale peut en effet elle-même harmoniser les objectifs d'enseignement. Cet article avait été approuvé par 86% des Suisses en 2006.

Je rétorquerai ceci: est-ce que la cohésion nationale est plus grande aujourd'hui grâce à ces deux leçons de 45 minutes que nous voulons supprimer à l'école primaire? Franchement, ce sont des sornettes! Ce qui importe, c'est qu'à la fin de leur scolarité obligatoire les élèves parlent le français aussi bien qu'aujourd'hui. Parler d'un danger pour la cohésion nationale me semble totalement exagéré.

Vous avez récemment déclaré dans la presse: «Les Romands sont encore moins motivés à apprendre l'allemand que les Suisses allemands le français.» C'est peut-être vrai, mais les Romands s'obligent à apprendre l'allemand très tôt. Seraient-ils donc trop patriotes?

Je pense que les minorités romandes et tessinoises sont plus dépendantes d'un bon apprentissage de l'allemand. En effet, l'économie alémanique est bien plus grande que celle de la Romandie. Mais je ne pense pas que les Romands soient plus patriotiques pour autant. Et finalement, pourquoi ne ferait-on pas la même chose en Suisse romande, soit apprendre d'abord la langue maternelle, puis l'anglais, puis une langue nationale?

«L'allemand est déjà une première langue étrangère pour nous»

Verena Herzog (UDC/TG)

D'un point de vue économique, des études montrent que le français représente un intérêt financier plus grand que l'anglais pour un employé. Cet argument ne vous parle pas?

Je pense que ce n'est pas vrai. Dans l'économie, l'anglais est la langue la plus parlée. Il suffit de comparer le nombre de pays dans lesquels on parle l'anglais à ceux où l'on parle le français. Il est clair que l'anglais est dominant.

Le PS souhaite désormais que la Confédération intervienne et force les Cantons à maintenir le français au primaire. Qu'allez-vous faire?

Je ne comprends pas du tout cette menace. La loi sur les langues ne dit pas quand les élèves doivent commencer à apprendre une deuxième langue nationale, mais uniquement qu'ils doivent en apprendre une, ce que nous respectons! La Confédération n'a aucune raison d'intervenir. Et si elle voulait le faire, je m'y opposerais.

Avez-vous des soutiens dans votre parti pour ce combat, qui semble programmé?

Oui, je pense. En Thurgovie, la décision a été prise avec le soutien de l'UDC, des Verts, du PDC et de l'Union démocratique fédérale. C'est peut-être un peu différent à Berne. Mais j'ai aussi parlé avec des collègues romands du Conseil national qui m'ont donné raison. Ils sont d'accord d'appuyer une proposition de renforcer les échanges linguistiques, proposition que je compte faire.

Qui sont ces collègues romands qui vous soutiennent?

Guy Parmelin par exemple, qui m'a cité le cas de l'agriculture. Aujourd'hui, seuls un ou deux jeunes paysans vont encore faire leur apprentissage en Suisse allemande. Il est nécessaire de promouvoir ces échanges qui permettent de connaître les mentalités et la culture des autres régions linguistiques. C'est ça qui est important pour la cohésion nationale.